

Macron président : Loi Travail XXL, Ordonnances, services publics, état d'urgence...

DEFENDONS NOS DROITS SOCIAUX ET NOS LIBERTES !

RESISTANCE ! MANIFESTONS LE 12 SEPTEMBRE

Emmanuel Macron, après une campagne soutenue par les plus grands médias, n'a été élu Président de la République qu'avec 24% des voix au 1er tour, soit 18% des inscrits, et un taux record d'abstention, de bulletins blancs ou nuls au second tour. Cette élection est tout sauf un plébiscite pour son programme.

La loi travail XXL et ses ordonnances contiennent des régressions importantes pour les droits des salariéEs, avec des possibilités de licenciement facilitées pour les employeurs, le plafonnement des indemnités judiciaires pour les patronNEs qui escroquent leurs salariéEs, une précarité accrue à travers le contrat de chantier sans prime de précarité, l'affaiblissement des syndicats au travers de la fusion des instances de représentation et l'affaiblissement des pouvoirs des CHSCT. De telles politiques libérales inefficaces sont déjà à l'oeuvre chez nos voisins : Allemagne, Grande Bretagne, Italie, Espagne, ..., avec pour résultat une forte augmentation de la pauvreté pour de plus en plus de salariéEs précaires.

La poursuite de la déréglementation du marché du travail ne pourra qu'aggraver le bilan du quinquennat Hollande-Valls-Macron, qui a comme seule croissance celle du chômage, de la précarité, faisant exploser les inégalités sociales et favorisant la montée de l'extrême droite. Notre refus de la loi Travail (loi El Khomri), appuyé par 70% de l'opinion publique et une majorité de syndicats, est toujours aussi déterminé. Macron et son équipe veulent aller encore plus loin pour assurer la flexibilité totale des salariéEs en réduisant leurs droits au maximum.

Les régressions sociales prévues vont aussi concerner des sujets majeurs comme les services publics. Dans la fonction publique, le gouvernement a déjà annoncé le gel du point d'indice pour les fonctionnaires et une politique d'austérité dans les services publics (120 000 suppressions de postes). Le remplacement des cotisations sociales, liées au travail, par la CSG, (un impôt) pénalisera fortement ceux qui ne cotisent pas ou peu : retraitéEs et fonctionnaires (qui ne touchent pas le chômage et n'y cotisent donc pas). La fin des contrats aidés, CUI et CAE, va pousser au chômage des milliers de personnes, mettre à mal les services publics dans les collectivités territoriales qui y ont largement recours pour combler l'absence de fonctionnaires, et déstabiliser également l'ensemble du milieu associatif.

A cela s'ajoute enfin la poursuite de l'état d'urgence, qui va devenir le droit commun, et celle des politiques migratoires meurtrières à l'encontre des migrantEs. Quant à la politique de répression des mouvements sociaux, Collomb s'inscrit déjà dans la poursuite des politiques violentes des Sarkozy/Valls/Cazeneuve.

**TouTEs en grève et en manifestation mardi 12 septembre à 11h
esplanade Ch. De Gaulle à Rennes**

**Une assemblée générale festive aura ensuite lieu sur place, cantine (par le Cartel des Cantines),
musique et discussions.**

